

un revenu garanti, nous avons bien précisé que ce revenu garanti devrait s'appliquer non seulement aux personnes âgées, mais aux personnes handicapées, y compris les aveugles.

LA REPRÉSENTATION DES PARTIES À LA PROCHAINE  
CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le président.

Étant donné l'annonce des dates prévues pour la tenue de la conférence fédérale-provinciale, l'honorable ministre peut-il dire à la Chambre, compte tenu de la situation minoritaire du gouvernement, si des représentants de tous les partis de l'opposition à la Chambre seront invités à participer à cette conférence?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le président, il s'agit d'une conférence intergouvernementale fédérale-provinciale.

[Traduction]

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Il reste encore certaines questions supplémentaires. La présidence donnera pour commencer la parole au député de Trinity et peut-être autorisera-t-elle plus tard des questions supplémentaires sur ce point.

\* \* \*

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LES VUES DE  
L'ASSOCIATION CANADIENNE DES EXPORTATEURS  
QUANT À LA RÉPERCUSSION SUR L'ÉCONOMIE  
CANADIENNE—DEMANDE DE DÉPÔT DES RAPPORTS  
D'ÉTUDES

**L'hon. Paul Hellyer (Trinity):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, j'aimerais poser ma question au ministre des Finances. Est-il au courant que l'Association canadienne des exportateurs a prévenu le ministre de l'Industrie et du Commerce que la mesure DISC des États-Unis aura sur nos exportations des répercussions dix fois plus fortes que ne l'avaient prévu ce ministre et ses fonctionnaires?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Oui, monsieur l'Orateur, je suis au courant. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'interprétation du député.

**M. Hellyer:** Le ministre pourrait-il nous dire si le ministre de l'Industrie et du Commerce ou son propre ministre a entrepris des études semblables à celles de l'Association canadienne des exportateurs? Si oui, aurait-il l'obligeance de déposer ces documents avant le congé de Pâques afin que nous puissions les examiner pendant l'intersession?

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Je vais certainement prendre cette question en considération, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Je crois que le député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe et celui de Nanaimo-Cowichan-Les Îles ont tous deux des questions supplémentaires à poser.

Questions orales

LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'APPLICATION D'UN RÉGIME DE SÉCURITÉ DU REVENU  
FAMILIAL

**M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Est-il prêt à remplir la promesse qu'il a faite aux Terre-Neuviens lorsqu'il a annoncé, le 2 octobre dernier, que si son gouvernement était réélu, la première mesure qui serait prise porterait sur le régime de sécurité du revenu familial?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'ai dit dans ce discours que la seule raison pour laquelle cela n'avait pas été fait au cours de la dernière session de la législature, c'était que les députés conservateurs avaient empêché l'adoption de cette mesure.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Et j'ai déclaré...

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** C'était un bill minable.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La présidence donne la parole au député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe. Il vaudrait peut-être mieux changer de sujet.

**M. Marshall:** Je me demande si le premier ministre pourrait demander au ministre du Travail, qui était ministre de la Santé nationale et du Bien-être social lorsque le bill sur le régime de revenu familial garanti a été étudié à la Chambre, de bien vouloir lui dire ce que l'opposition a déclaré alors au sujet de l'adoption de projets de loi visant les allocations familiales.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Le député d'Egmont a la parole.

\* \* \*

AFFAIRES EXTÉRIEURES

VIETNAM—L'OPPORTUNITÉ D'UNE INSPECTION DES  
CARCASSES D'HÉLICOPTÈRES PAR LES SURVIVANTS

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu les difficultés persistantes pour déterminer exactement le lieu du malheureux écrasement de l'hélicoptère au Sud-Vietnam, le ministre pourrait-il informer la Chambre si M. l'ambassadeur Gauvin a réussi à obtenir l'approbation du Vietcong et peut-être d'autres, afin que les survivants de l'écrasement puissent vérifier ce lieu pour voir si l'appareil n'aurait pas été déplacé de l'endroit même où il s'est écrasé?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, comme la Chambre le sait, M. l'ambassadeur Gauvin a tenté de faire poursuivre l'enquête en ce sens. Pour autant que je sache, il n'a pas encore réussi.

**M. MacDonald (Egmont):** Comme il importe de régler cette question sans tarder, le ministre est-il intervenu directement au palier ministériel pour aider M. l'ambassadeur Gauvin à obtenir que les survivants puissent ins-